

# Sélection d'article sur la politique suisse

Dossier

**Dossier: Crédit-cadre Environnement mondial**

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Berclaz, Philippe  
Bernath, Magdalena  
Flückiger, Bernadette  
Freymond, Nicolas  
Gerber, Marlène  
Mosimann, Andrea  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias  
Terribilini, Serge  
Ziehli, Karel

## Citations préféré

Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Gerber, Marlène; Mosimann, Andrea; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Terribilini, Serge; Ziehli, Karel 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Dossier: Crédit-cadre Environnement mondial , 1993 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 20.04.2024.

## Sommaire

Globale Umweltfonds	1
un crédit-cadre de 125 millions	1
Weiterfinanzierung der internationalen Umweltpolitik	2
Rahmenkredit für die globale Umwelt	2
Globalen Umweltfonds (GEF)	3
Crédit-cadre en faveur de l'environnement mondial (2019 à 2022)	3
Rahmenkredit Globale Umwelt 2023-2026 (BRG 22.060)	4

## Abréviations

<b>FK-NR</b>	Finanzkommission des Nationalrats
<b>UREK-NR</b>	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
<b>OECD</b>	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>UREK-SR</b>	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
<b>FK-SR</b>	Finanzkommission des Ständerates
<b>UNEP</b>	United Nations Environment Programme
<b>UNDP</b>	United Nations Development Programme
<b>GEF</b>	Global Environment Facility

---

<b>CdF-CN</b>	Commission des finances du Conseil national
<b>CEATE-CN</b>	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>CEATE-CE</b>	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
<b>CdF-CE</b>	Commission des finances du Conseil des Etats
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial

# Globale Umweltfonds

## Politique de protection de l'environnement

### RELATIONS INTERNATIONALES

DATE: 15.12.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der **Globale Umweltfonds** (Global Environment Facility, GEF), welcher 1990 geschaffen und im Rahmen der Weltbank dem UNO-Umwelt- und Entwicklungsprogramm zugeordnet wurde, war im Rahmen der Konferenz für Umwelt und Entwicklung in Rio zum wichtigsten Finanzierungsinstrument für globale Umweltprojekte wie beispielsweise Massnahmen zur Reduktion von CO<sub>2</sub>-Emissionen bestimmt worden. Die Schweizer Delegation stellte im Berichtsjahr eine zweite Tranche von CHF 80 Mio für Umweltprojekte in der Dritten Welt in Aussicht. Die schweizerische Projektfinanzierung war jedoch recht umstritten, da an der Mitgliederkonferenz in Cartagena (Kolumbien) ein interner Evaluationsbericht diskutiert wurde, der gravierende Mängel in der Zieldefinition der Umweltprojekte offengelegt sowie undurchsichtige Kompetenzverhältnisse festgestellt hatte.<sup>1</sup>

### RELATIONS INTERNATIONALES

DATE: 03.11.1994  
SERGE TERRIBILINI

Le **Fonds mondial pour l'environnement** (GEF), qui gère environ CHF 3 milliards dans le cadre d'actions pour le développement durable, a été fortement restructuré. Afin de remédier à de mauvaises gestion et répartition des compétences ainsi qu'à une absence de fixation de priorités, le secrétariat a vu sa position renforcée et autonomisée. En outre, une distribution des postes plus juste a été effectuée au sein de l'exécutif entre les pays du Nord et ceux du Sud, et la Suisse y a obtenu un siège. Le Conseil fédéral a par ailleurs octroyé CHF 64 millions en faveur de projets environnementaux dans les pays en développement pour les années 1994-1996.<sup>2</sup>

# un crédit-cadre de 125 millions

## Politique de protection de l'environnement

### ACTE ADMINISTRATIF

DATE: 06.11.2002  
PHILIPPE BERCLAZ

Afin de renforcer son engagement pour la protection de l'environnement mondial, le Conseil fédéral a approuvé **un crédit-cadre de 125 millions** de francs pour les années 2003 à 2006. Le Fonds mondial pour l'environnement (FEM) s'est vu accorder 99 millions dans le cadre de son 3<sup>ème</sup> approvisionnement. Le FEM est le principal mécanisme financier pour la mise en œuvre des grands accords environnementaux internationaux (Convention-cadre sur les changements climatiques, Convention sur la diversité biologique, Convention sur les polluants organiques persistants, Convention sur la lutte contre la désertification, Protocole de Montréal). Depuis sa fondation en 1991, le FEM a investi plus de 4 milliards de dollars dans plus de 1000 projets (Les projets sont principalement mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque Mondiale.) menés dans 160 pays. Le Fonds multilatéral pour l'ozone a obtenu 17,5 millions de francs du crédit-cadre. Par ce biais, la Confédération soutient les efforts des pays en voie de développement, qui doivent renoncer à utiliser des substances détruisant la couche d'ozone. De nouvelles activités dans le domaine climatique nécessitent, en outre, l'engagement de 5 millions de francs afin de remplir les engagements pris lors de la conférence de Marrakech en 2001. Les Etats avaient décidé d'alimenter trois fonds, qui devaient permettre aux pays en développement et en transition de mieux s'adapter aux modifications climatiques, ainsi que de diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre. Un montant de 3,5 millions est également attribué pour les années 2003-2006 à la gestion et le suivi du crédit-cadre.<sup>3</sup>

# Weiterfinanzierung der internationalen Umweltpolitik

## Politique de protection de l'environnement

**AUTRE**  
DATE: 29.09.2006  
MAGDALENA BERNATH

Der Bundesrat beantragte dem Parlament für die **Weiterfinanzierung der internationalen Umweltpolitik** einen Rahmenkredit von 109,77 Mio CHF. Damit kann die Schweiz ihren Beitrag leisten zur Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds (GEF) und des multilateralen Ozonfonds sowie an spezifische Fonds im Rahmen der Klimakonvention. Der GEF stellt das wichtigste globale Finanzierungsinstrument für die Umsetzung der Konventionen und Protokolle im Umweltbereich dar.<sup>4</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 31.12.2007  
ANDREA MOSIMANN

Das Parlament genehmigte im Berichtsjahr einen Beitrag von gut 109 Mio Fr. zur **Beteiligung der Schweiz am globalen Umweltfonds, am multilateralen Ozonfonds sowie an verschiedenen Fonds der Klimakonvention**. Dieser neue Rahmenkredit für vier Jahre wurde gegenüber früheren Beiträgen um gut 10% gekürzt. Eine weitere Kürzung, wie sie die SVP beantragte, wurde im Nationalrat abgelehnt.<sup>5</sup>

## Rahmenkredit für die globale Umwelt

### Politique climatique

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 31.12.2010  
NICOLAS FREYMOND

Le Conseil fédéral a adopté un message concernant un **crédit-cadre en faveur de l'environnement mondial** par lequel il sollicite l'octroi par le parlement d'un crédit-cadre de 148,93 millions de francs pour une période minimale de quatre ans afin de poursuivre l'engagement de la Confédération en matière de politique internationale de l'environnement initié en 1991. Le montant demandé est censé couvrir la participation de la Suisse à la reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (Fonds pour l'ozone) et de divers fonds spéciaux constitués en rapport avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Convention de l'ONU sur le climat). Ces fonds assurent le financement de programmes de lutte contre les changements climatiques et pour la préservation de la biodiversité dans les pays en développement ou en transition. Le montant de ce cinquième crédit-cadre est plus élevé que le précédent (109,77 millions en 2007), en raison de la décision des pays donateurs (dont la Suisse), lors du Sommet de Copenhague, à fin 2009, d'accroître les ressources du FEM et des autres fonds climatiques.

Lors de la session d'hiver, le Conseil national est entré en matière sur le projet, après avoir rejeté, par 108 voix contre 63, une proposition contraire d'une minorité Rutschmann (udc, ZH) de la CEATE-CN, qui a critiqué l'absence de garantie de l'utilisation efficace des ressources allouées aux fonds internationaux concernés et jugé suffisant l'engagement actuel de la Suisse en matière de protection de l'environnement. Lors de la discussion par article, les députés ont refusé, par 102 voix contre 65, de ramener le montant du crédit à 110 millions de francs, ainsi que l'a proposé la même minorité. Au vote sur l'ensemble, la chambre basse a approuvé le projet tel que présenté par le gouvernement, par 110 voix contre 56.<sup>6</sup>

**MOTION**  
DATE: 16.03.2011  
MARLÈNE GERBER

In der Frühjahrsession stimmte der Ständerat als Zweitrat einstimmig einem **Rahmenkredit für die globale Umwelt** zu. Der Rahmenkredit von CHF 148,93 Mio., dem der Nationalrat bereits im Vorjahr zugestimmt hatte, dient für die nächsten vier Jahre folgenden Zwecken: Beinahe CHF 125 Mio. fallen dem Globalen Umweltfonds (GEF) zu, CHF 12 Mio. dem multilateralen Ozonfonds, CHF 9 Mio. dem Klimafonds und CHF 3 Mio. sind für die Durchführung des Rahmenkredites reserviert. Der gesprochene Rahmenkredit bedeutete im Vergleich zur vorangegangenen Periode eine Aufstockung der Mittel um 35% (von CHF 109,77 Mio. auf CHF 148,93 Mio.). Dies lag einem Entscheid des Exekutivrates des GEF zugrunde, welcher für die neue Beitragsperiode einstimmig eine Erhöhung der gesamten Mittel um 50% beschlossen hatte. Da die Aufstockung in der Schweiz im Rahmen der aktuellen Kreditlinie stattfand und zur Erreichung des Entwicklungsziels von 0,5 Prozent beitrug, war sie im Ständerat unumstritten.<sup>7</sup>

# Globalen Umweltfonds (GEF)

## Politique de protection de l'environnement

ACTE ADMINISTRATIF  
DATE: 06.12.2013  
MARLÈNE GERBER

Der Bund soll sich weiterhin an der Speisung des **Globalen Umweltfonds (GEF)** beteiligen. Dies beschloss die Regierung im Dezember des Berichtsjahres. Demzufolge wird eine Schweizer Delegation im Folgejahr an den internationalen Verhandlungen zur vierjährlich stattfindenden Wiedereröffnung des GEF teilnehmen. Nach Abschluss der Verhandlungen wird der Bundesrat dem Parlament eine Botschaft zur Finanzierung vorlegen. Der Umweltfonds dient der Finanzierung von Umweltprojekten in Entwicklungs- und Transitionsländern.<sup>8</sup>

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 03.09.2014  
MARLÈNE GERBER

Im September legte der Bundesrat seine Botschaft über einen **Rahmenkredit für die globale Umwelt 2015–2018** in der Höhe von fast CHF 148 Mio. vor. Mit CHF 125 Mio. soll der grösste Teil dieser Mittel in den Globalen Umweltfonds (GEF) fliessen, womit der Beitrag der Schweiz gleich hoch ausfällt wie in der Vorperiode (2011–2014). Der 1991 gegründete GEF ist ein multilaterales Instrument zur Unterstützung von Umweltschutz-Bestrebungen in Entwicklungs- und Transitionsländern. Die restlichen Gelder fliessen in den multilateralen Ozonfonds sowie in zwei Fonds zur Unterstützung von Massnahmen der besagten Länder im Rahmen der Klimakonvention. Das Parlament beriet die Vorlage 2014 noch nicht.<sup>9</sup>

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 04.06.2015  
MARLÈNE GERBER

Das Parlament bewilligte im Jahr 2015 den **Rahmenkredit für die globale Umwelt 2015–2018**, der mit CHF 147,83 Mio. beinahe so hoch ausfiel wie derjenige in der Beitragsperiode 2011–2014 (CHF 148,93 Mio.), und stimmte damit der bundesrätlichen Botschaft zu. Wie schon die vorangegangenen Vorlagen war auch diese in den Räten nicht ganz unumstritten. Dem erstberatenden Nationalrat lag in der Frühjahrsession auch für die neue Beitragsperiode ein von SVP-Vertretern gestützter Minderheitsantrag auf Nichteintreten vor. Nach Ansicht der Minderheit würden die Gelder nach dem Giesskannenprinzip verteilt. Es wäre effektiver, wenn weniger und gezieltere Projekte unterstützt würden. Angesichts des verfassungsmässigen Auftrags (Art. 54, Abs. 2), der zu internationalem Engagement zur Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen verpflichtet, und in Anbetracht der mehr oder weniger gleichbleibenden Kredithöhe fand das Geschäft in den restlichen Fraktionen – mit Ausnahme einzelner FDP-Vertreterinnen und -Vertreter – einhellige Unterstützung. Ähnlich lagen die Fronten in der Kantonskammer: In der Gesamtabstimmung lehnten einzig die fünf SVP-Vertreter die Vorlage ab. Auf etwas mehr Unterstützung bei bürgerlichen Ständerätinnen und Ständeräten war hingegen der zuvor im Rat präsentierte Minderheitsantrag Hösli (svp, GL) gestossen, der eine Kürzung des Kredits auf insgesamt CHF 129,09 Mio. beantragte und von 12 der insgesamt 42 stimmenden Ratsmitgliedern gestützt wurde. Gemäss dem Glarner Ständerat zeige die Schweiz im internationalen Vergleich bereits überdurchschnittliches Engagement, welches aufgrund des starken Schweizer Frankens heute finanziell noch mehr Wert habe als etwa noch vier Jahre zuvor. Bundesrätin Leuthard korrigierte daraufhin die Aussage, die Währungsstärke sei für die Beitragshöhe ausschlaggebend. Diese werde gemäss internationalen Vorgaben durch das Bruttoinlandprodukt bestimmt.<sup>10</sup>

# Crédit-cadre en faveur de l'environnement mondial (2019 à 2022)

## Politique de protection de l'environnement

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 23.10.2018  
DIANE PORCELLANA

La CEATE-CE, sur recommandation de la CdF-CE, propose par 9 voix et 1 abstention d'adopter le projet d'arrêté fédéral concernant un **crédit-cadre 148 millions de francs en faveur de l'environnement pour 2019–2022**. En cas d'approbation par l'Assemblée fédérale, le montant sera alloué à la septième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), au Fonds pour l'ozone et pour l'application de conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement. La somme équivaut à celle du précédent crédit-cadre pour la période 2015–2018. Ainsi, la Suisse entend maintenir son engagement international pris pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts pour atteindre leurs objectifs environnementaux.<sup>11</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 27.11.2018  
DIANE PORCELLANA

Après le vote sur le frein aux dépenses, le Conseil des États approuve lors du vote sur l'ensemble, par 40 voix contre 1 et 1 abstention, le **crédit-cadre de 148 millions de francs en faveur de l'environnement pour 2019-2022**.<sup>12</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 22.03.2019  
DIANE PORCELLANA

Par 17 voix contre 8, la CEATE-CN s'est exprimée en faveur du **crédit-cadre pour l'environnement pour 2019-2022**. Lors du vote sur l'ensemble, le Conseil national a suivi l'avis de sa commission par 130 voix contre 65. L'opposition est venue uniquement du groupe UDC. Ainsi, la Suisse allouera 148 millions de francs pour soutenir l'atteinte des objectifs environnementaux et la mise en œuvre des conventions et protocoles internationaux liés à l'environnement.<sup>13</sup>

## Rahmenkredit Globale Umwelt 2023-2026 (BRG 22.060)

### Politique de protection de l'environnement

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 31.08.2022  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Ende August 2022 präsentierte der Bundesrat den **Rahmenkredit globale Umwelt für den Zeitraum 2023-2026**. Der Kredit über CHF 197.75 Mio. umfasst insbesondere die Mittel für die 8. Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds (GEF). Dieser dient als hauptsächlicher Finanzierungsmechanismus der wichtigsten Umweltkonventionen wie etwa der Biodiversitätskonvention und ihrer Protokolle. Des Weiteren sind in diesem Kredit die Mittel für die Wiederauffüllung des multilateralen Ozonfonds sowie für zwei Klimafonds, nämlich den Special Climate Change Fund und den Fonds für die Bedürfnisse der am wenigsten entwickelten Länder, enthalten. Im Vergleich zur Vorperiode fiel der Rahmenkredit um fast CHF 50 Mio. höher aus. Der Anstieg sei vor allem auf eine Aufstockung des GEF zurückzuführen, mit welcher dem grösseren Unterstützungsbedarf in den Bereichen Biodiversität, Chemikalien und Abfall Rechnung getragen werde, so der Bundesrat. In Einklang mit den Regeln der OECD werden die Beiträge der Schweiz an diese vier Fonds an die öffentliche Entwicklungshilfe angerechnet.<sup>14</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 28.11.2022  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der **Ständerat** befasste sich in der Wintersession 2022 als Erstrat mit dem **Rahmenkredit «Globale Umwelt» für den Zeitraum 2023-2026**. Gemäss Kommissionssprecher Hansjörg Knecht (svp, AG) beantragte eine knappe Mehrheit der UREK-SR, den vom Bundesrat vorgeschlagenen Verpflichtungskredit um etwa CHF 50 Mio. zu kürzen, womit er in etwa gleich hoch ausfallen würde wie der Kredit für die Jahre 2019 bis 2022. Die Kommissionsmehrheit befürwortete zwar wie der Bundesrat das Ziel des Rahmenkredits – mit dem vier Fonds, darunter der GEF, aufgefüllt werden sollen –, mittels internationaler Zusammenarbeit die Lösung von globalen Umweltproblemen anzustreben. Angesichts der schwierigen nationalen Finanzlage sei es jedoch derzeit nicht opportun, den Kredit zu erhöhen, so Knecht für die Kommissionsmehrheit. Adèle Thorens Goumaz (gp, VD) verteidigte hingegen als Minderheitensprecherin die vom Bundesrat beantragte Erhöhung der Mittel. Sie argumentierte, dass alle Länder in der Pflicht stünden, sich an der Lösung dieser globalen ökologischen Krise zu beteiligen. Die mit dem Kredit unterstützten Gefässe, wie etwa der GEF, seien sehr effizient. So habe mit dem GEF in den letzten vier Jahren der Ausstoss von 1440 Milliarden Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalenten verhindert werden können, dies entspreche dem 33-fachen der von der Schweiz verursachten CO<sub>2</sub>-Emissionen. Thorens Goumaz wies ausserdem darauf hin, dass der Schweiz ein Reputationschaden, wenn nicht gar der Verlust des ständigen Sitzes im GEF-Rat drohe, wenn sie nicht wie andere Geberländer ihren Beitrag erhöhe. Mit 29 zu 16 Stimmen folgte der Ständerat der Minderheit Thorens Goumaz und erhöhte den Verpflichtungskredit. Die Stimmen, die sich für eine Kürzung des Kredits aussprachen, stammten aus den Reihen der SVP-, der FDP.Liberalen- sowie der Mitte-Fraktion. In der Gesamtabstimmung wurde der Rahmenkredit mit 39 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen.<sup>15</sup>



Le Conseil national a suivi le Conseil des Etats et a approuvé le **crédit-cadre «Environnement mondial» pour les années 2023-2026** tel que prévu par le Conseil fédéral. Le crédit-cadre 2023-2026 se voit doter d'une augmentation de CHF 50 millions par rapport à la période précédente, dans une volonté «d'asseoir [la] crédibilité [de la Suisse] en tant que partenaire international digne de confiance» et de conserver son siège au sein du Fonds environnemental mondial (FEM) et ainsi garder son influence dans cet organe, comme expliqué par la rapporteuse et le rapporteur de la CEATE-CN, Ursula Schneider Schüttel (ps, FR) et Beat Flach (pvl, AG). Ce crédit-cadre est, en effet, destiné principalement au financement du FEM, bien que le Fonds pour l'ozone et deux autres fonds spécialisés pour le climat obtiennent également des contributions – plus modestes – par ce biais. La CEATE-CN s'est exprimée en faveur de l'augmentation, à l'instar de la CdF-CN également concernée par cet objet. Plusieurs propositions de minorité ont été déposées dans les deux commissions soit pour augmenter les montants alloués – la Suisse ayant une empreinte climatique conséquente –, soit pour conserver le statu quo – l'état des finances ne permettant pas de dépenses supplémentaires. Aucune des propositions minoritaires n'a finalement été acceptée, la première variante n'étant soutenue que par la gauche et le parti évangélique, tandis que la seconde ne l'a été que par des membres de l'UDC et du PLR. Au final, le projet tel que pensé par le Conseil fédéral a été approuvé par 138 voix contre 53 – provenant toutes du groupe de l'UDC – et 1 abstention.<sup>16</sup>

---

1) NZZ und Bund, 9.11.93; BaZ und TA, 27.11.93; TG, 15.12.93

2) 24 Heures, 19.3.94; SGT, 12.4.94; NZZ, 3.11.94

3) FF, 2002, p. 7337 ss.; DETEC, communiqué de presse, 6.11.02.; Sur le FEM : CdT, 10.10.02; DETEC, communiqué de presse, 9.10.02.

4) BBl, 2006, S. 8525 ff.; Presse vom 30.9.06.

5) AB NR, 2007, S. 522 ff.; AB

SR, 2007, S. 612 ff.; BBl, 2007, S. 4957.

6) FF, 2010, p. 4353 ss.; BO CN, 2010, p. 2046 ss. Concernant le Sommet de Copenhague.

7) AB SR, 2011, S. 267 f.; BBl, 2011, S. 2937 f.

8) Medienmitteilung BR, UVEK und BAFU vom 6.12.13

9) BBl, 2014, S. 7719 ff.; Medienmitteilung BR, UVEK, BAFU vom 3.9.2014

10) AB NR, 2015, S. 622 ff.; AB SR, 2015, S. 394 ff.

11) Communiqué de presse CEATE-CE du 23.10.18; Communiqué de presse CdF-CE du 19.10.18; FF, 2018, p.5957s

12) BO CE, 2018, p. 844 s; TA, 28.11.18

13) BO CN, 2019, p.566s; Communiqué de presse CEATE-CN du 19.2.19

14) BBl, 2022 2219; Medienmitteilung Bundesrat vom 31.8.22

15) AB SR, 2022, S. 1061 ff.

16) AB NR, 2023, S.276 ff. ; Communiqué de presse de la CEATE-CN du 26.1.23; Communiqué de presse de la CdF-CN du 20.1.23